

Art. 7. Les membres du Collège réuni sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juillet 1989.

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,
G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,
R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés,
J.-L. THYS

Art. 7. De leden van het Verenigd College zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 juli 1989.

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,
G. DESIR

De Minister van Economie,
R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer
en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,
J.-L. THYS

F. 89 — 1882

13 JUILLET 1989. — Arrêté du collège réuni de la Commission communautaire commune portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du collège réuni

Le Collège réuni,

Vu l'article 59bis, § 4bis, alinéa 2 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 69;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 13 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, tel qu'il a été modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité qu'a le Collège réuni d'assurer sans délai son fonctionnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Collège réuni délibère collégalement, selon la procédure du consensus suivie au Conseil des Ministres, et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Commission communautaire commune.

Art. 2. § 1^{er}. Le Collège réuni délibère de tout projet d'ordonnance ou d'arrêté du Collège réuni ou d'arrêtés réglementaires ou organiques.

§ 2. Il délibère en outre dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la loi spéciale du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

§ 3. Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des Finances.

§ 4. Tout membre du Collège réuni ainsi que son Président peut toujours évoquer une affaire relevant d'une compétence déléguée.

Pour permettre l'exercice du droit d'évocation précité, chaque membre communique aux autres membres du Collège réuni ainsi qu'à son Président la liste des dossiers instruits par ses services et ce au moins une fois par mois.

N. 89 — 1882

13 JULI 1989. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie houdende het reglement van zijn werking en tot regeling van de ondertekening der akten van het Verenigd College

Het Verenigd College,

Gelet op artikel 59bis, § 4bis, lid 2 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid artikel 69;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 13 juli 1989 tot verdeling van de bevoegdheden onder de leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, samengeordend op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 gewijzigd bij de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid voor het Verenigd College om onverwijld zijn werk aan te vatten,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die het aan zijn leden verleent, beraadslaagt het Verenigd College collegiaal, volgens de consensusprocedure die door de Ministerraad wordt gevolgd, en bepaalt het de beleidskeuzen voor de aangelegenheden waarvoor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd is.

Art. 2. § 1. Het Verenigd College beraadslaagt over elk ontwerp van ordonnantie of besluit van het Verenigd College of van reglementaire of organieke besluiten.

§ 2. Het beraadslaagt bovendien in de gevallen voorzien bij de paragrafen 2 en 3 van artikel 83 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

§ 3. Het beraadslaagt ook over ieder voorstel dat een ongunstig advies van de Inspectie van Financiën heeft gekregen.

§ 4. Elk lid van het Verenigd College en de Voorzitter ervan mogen altijd een zaak evoceren die tot een gedelegeerde bevoegdheid behoort.

Om het bovengenoemd evocatierecht mogelijk te maken, stuurt elk lid naar de andere leden en naar de Voorzitter van het Verenigd College ten minste één maal per maand de lijst van de dossiers die zijn diensten hebben onderzocht.

§ 5. Un règlement d'ordre intérieur délibéré au Collège réuni détermine les instructions pratiques relatives aux modalités de transmission des documents au Secrétariat du Collège réuni.

Art. 3. § 1^{er}. Le Collège réuni adopte le projet d'ordonnance contenant le budget de la Commission communautaire commune et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Commission communautaire commune.

§ 2. Il exerce pour les dépenses à charge du budget de la Commission communautaire commune les attributions que l'arrêté royal du 5 octobre 1961 donne au Comité des Finances et du Budget et au Comité ministériel de Coordination économique et sociale pour les dépenses à charge du budget de l'Etat.

Art. 4. Par dérogation à l'article 1^{er} du présent arrêté, le Collège réuni accorde délégation de compétence aux membres mentionnés dans l'arrêté du Collège réuni fixant la répartition de compétences entre les membres du Collège réuni dans les cas ci-après :

1. les engagements cumulés sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire, de dépenses courantes inférieures à cinq millions de francs;

2. les promesses de principe cumulées sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire de dépenses de capital inférieures à dix millions de francs;

3. les engagements cumulés sur un même exercice, en faveur d'un même bénéficiaire de dépenses de capital inférieures à dix millions de francs;

4. l'octroi de crédits qui ont fait l'objet d'une inscription nominative au budget de la Commission communautaire commune.

Les membres du Collège réuni exercent ensemble cette délégation dans les matières dans lesquelles ils sont conjointement compétents.

Toutefois, à chaque séance du Collège réuni, une liste est communiquée relevant les engagements de dépenses courantes supérieures à 500 000 francs et les engagements de dépenses de capital supérieures à trois millions de francs.

Art. 5. 1^o Le Collège réuni décide de toute proposition de création, de décentralisation, de concentration ou de restructuration des services, de la politique de la Commission communautaire commune, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement ou partiellement au moyen de subventions à charge du budget de la Commission communautaire commune.

2^o Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Collège réuni décide des nominations ou promotions au sein de l'administration communautaire commune, ainsi que dans les organismes visés au 3^o ci-après, à l'exception de celles conférées selon les règles de la carrière plane.

3^o Le Collège réuni décide de la constitution et est saisi des rapports d'activités et bilans financiers d'associations ou organismes qui sont l'émanation de la Commission communautaire commune.

4^o Le Collège réuni décide, sur proposition des membres compétents, de la désignation de ses représentants au sein des institutions dépendant de la Commission communautaire commune ou subventionnées par elle.

Art. 6. Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs membres du Collège réuni, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun.

Art. 7. Le Collège réuni délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, et sauf demande de report de tel point introduite avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

Art. 8. Les projets d'ordonnance et les arrêtés délibérés au Collège réuni sont signés par les membres qui ont dans leurs attributions la matière qui fait l'objet du projet d'ordonnance ou de l'arrêté. Ils sont visés par le Président du Collège.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 13 juillet 1989.

Art. 10. Les membres du Collège réuni sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

§ 5. Een in het Verenigd College beraadslaagd reglement van orde bepaalt de praktische onderrichtingen voor het overnemen van de documenten aan het Secretariaat van het Verenigd College.

Art. 3. § 1. Het Verenigd College keurt het ontwerp van ordonnantie houdende de begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie goed. Het regelt ook de besteding van de kredieten tot dekking van de uitgaven van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

§ 2. Voor de uitgaven ten laste van de begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie oefent het Verenigd College de bevoegdheden uit die door het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 aan het Comité voor Financiën en Begroting en aan het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie, voor de uitgaven ten laste van Rijksbegroting worden verleend.

Art. 4. In afwijking van artikel 1 van dit besluit, wordt door het Verenigd College aan de leden vermeld in het besluit van het Verenigd College tot verdeling van de bevoegdheden onder de leden van het Verenigd College, delegatie van bevoegdheid verleend voor :

1. de verbintenissen van lopende uitgaven onder de vijf miljoen frank die op eenzelfde jaar ten gunste van éénzelfde gerechtigde werden gecumuleerd;

2. de principiële beloften van kapitaaluitgaven onder de tien miljoen frank die ten gunste van éénzelfde gerechtigde over eenzelfde dienstjaar werden gecumuleerd;

3. de verbintenissen van kapitaaluitgaven onder de tien miljoen frank die over éénzelfde dienstjaar ten voordele van éénzelfde gerechtigde werden gecumuleerd;

4. de toekenning van kredieten die nominaal werden uitgetrokken op de begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

De leden van de Verenigde Vergadering oefenen samen die delegatie uit voor de materies waarvoor zij samen bevoegd zijn.

Bij iedere vergadering van het Verenigd College wordt echter een lijst meedegeedeeld van de verbintenissen van lopende uitgaven boven de 500 000 frank en van de verbintenissen van kapitaaluitgaven boven de 3 miljoen frank.

Art. 5. 1^o Het Verenigd College beslist over ieder voorstel tot oprichting, decentralisatie, of herstructurering van de diensten, van het beleid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, met inbegrip van de instellingen die alleen of gedeeltelijk met de subsidies ten laste van de begroting van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie werken.

2^o Onverminderd de delegaties die het aan zijn leden verleent, beslist het Verenigd College over de benoemingen of bevorderingen binnen de Gemeenschappelijke Gemeenschapsadministratie en binnen de instellingen bedoeld onder 3 hierna, met uitzondering van die welke volgens de regels van de vlakke loopbaan werden toegelend.

3^o Het Verenigd College beslist over de oprichting en heeft toezicht op de activiteitenverslagen en de financiële balansen van verenigingen of instellingen die van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie afhangen.

4^o Het Verenigd College beslist, op de voordracht van de bevoegde leden, over de aanwijzing van zijn vertegenwoordiger bij de instellingen die onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ressorteren of door haar werden gesubsidieerd.

Art. 6. Over de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van verschillende leden van het Verenigd College behoren, vangt het overleg aan vanaf de uitwerking van de voorstellen met het oog op een Gemeenschappelijke opstelling ervan.

Art. 7. Het Verenigd College beraadslaagt geldig over de punten van de agenda bij aanwezigheid van meer dan de helft van zijn leden en behoudens verzoek, behalve indien een lid, wiens afwezigheid gerechtvaardigd is, voor de vergadering om uitstel van een punt heeft verzocht.

Art. 8. De ontwerpen van ordonnaties en de in het Verenigd College beraadslaagde besluiten worden getekend door de leden die bevoegd zijn voor de aangelegenheid die het onderwerp is van ordonnantie of besluit. Ze worden door de Voorzitter van het College geïmprimeerd.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 13 juli 1989.

Art. 10. De leden van het Verenigd College zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Le présent arrêté règle les matières visées à l'article 59 bis, § 4 bis, alinéa 2 de la Constitution.

Bruxelles, le 13 juillet 1989.

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,

R. GRIJP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés,

J.-L. THYS

Art. 11. Dit besluit regelt de materies bedoeld bij artikel 59 bis, § 4 bis, lid 2 van de Grondwet.

Brussel, 13 juli 1989.

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid,

G. DESIR

De Minister van Economie,

R. GRIJP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer
en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,

J.-L. THYS

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

Administration des Transports

Services occasionnels (Services d'autocars). — Autorisations

Par arrêté ministériel du 11 septembre 1989, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, les entrepreneurs de transports désignés au tableau ci-après, sont autorisés, aux clauses et conditions arrêtées pour chaque entreprise, à exploiter des services d'autocars, pour une période venant à expiration le 31 décembre 1998.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

Bestuur van het Vervoer

Ongeregeld vervoer (Autocardiens). — Machtigingen

Bij ministerieel besluit van 11 september 1989 dat in werking treedt op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, wordt aan de in de hierna vermelde tabel aangeduide vervoerondernemers, tegen de voor iedere onderneming vastgestelde bepalingen en voorwaarden, machtiging verleend autocardiens te exploiteren voor een periode die op 31 december 1998 zal vervallen.

N° de l'autorisation Nr. van de machtiging	Nom Naam	Adresse Adres
A 4341	N.V. Guy en Remy Cars	Waterkuilstraat 9, 3700 Tongeren
A 4357	Touringcarbedrijf De Wilg B.V.B.A.	Lozenweg 97, 3590 Hamont-Achel
A 4362	M. Cornelis	Wilgendijk 37, 8160 Diksmuide
A 4364	N.V. Cardenis	Pastoor Dergentlaan 16, 3220 Aarschot
A 4366	C.V. Autocars Meret	Nieuwstraat 39, 3990 Meerhout
A 4371	B.V.B.A. Van Cauter Travel	Oude Vest 50, 9330 Dendermonde
A 4375	B.V.B.A. Alizé	Broustinlaan 34, 1090 Brussel
A 4378	N.V. Antwerpse Taxi- maatschappij	Steenborgerweert 20, 2008 Antwerpen
A 4381	B.V.B.A. De Middelmeer	Hoogstraat 10, 9860 Brakel
A 4388	De Witte Guy	Molsebaan 8, 2470 Retie

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Notariat

Par arrêtés royaux du 27 septembre 1989 :

— est acceptée, à sa demande, la démission de M. Indekeu, F., de ses fonctions de notaire à la résidence de Léau.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions;

— M. Indekeu, B., licencié en droit, licencié en notariat à Léau, est nommé notaire à la résidence de Léau.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Notariaat

Bij koninklijke besluiten van 27 september 1989 :

— is aan de heer Indekeu, F., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Zoutleeuw.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren;

— is de heer Indekeu, B., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat te Zoutleeuw, benoemd tot notaris ter standplaats Zoutleeuw.